



Présentation

Animation et jeunesse en contexte d'indignation et de révoltes nationales

Jean-Marie Lafortune

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
Professeur, Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
lafortune.jean-marie@uqam.ca

André Antoniadis

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
Professeur, Haute école de travail social et de la santé · EESP · Lausanne, Suisse
andre.antoniadis@eesp.ch

Les sursauts de la crise financière de 2008 et le rejet des gouvernements autoritaires ont mobilisé la jeunesse à travers le monde au cours des dernières années. La hausse des inégalités et l'appauvrissement de larges segments de la population, l'austérité imposée et l'absence de politiques redistributives sont partout dénoncés. Dans ce contexte d'indignation et de révoltes nationales, l'animation auprès de la jeunesse, voire par la jeunesse, entre dans une phase d'introspection et d'action.

La section ANALYSES s'ouvre avec l'article de Mohamed Habib Khadhraoui, « Les rapports des acteurs de l'animation socioculturelle avec leur nouvel environnement social en Tunisie », qui examine la dialectique permanente entre la dynamique sociale et l'animation dans ce pays récemment traversée par une « révolution ». La phase de transition actuelle suscite des attitudes différentes pour les acteurs, selon qu'ils optent pour la construction (la nouvelle constitution, les médias et le système judiciaire, les élections et la justice transitionnelle) ou la reconstruction, par définition plus chaotique. Dans ce contexte, l'enjeu essentiel pour les animateurs consiste, selon l'auteur, à se positionner comme l'un des acteurs stratégiques pour la reconfiguration sociale et la reconstruction des liens sociaux.

Reconnaissant d'emblée le caractère homogénéisant des politiques publiques, Joan Subirats signale dans son article intitulé « Una visión desde las políticas públicas en pleno cambio de época y con riesgos significativos de exclusión social » qu'il n'est pas étrange que les administrations publiques, après avoir mis en application leurs politiques sociales et éducatives, trouvent dans certains mouvements sociaux des alliés précieux pour traduire les principes réglementaires et en interventions personnalisées auprès d'une population vulnérable et à risques. L'auteur estime qu'il importe de reconnaître leur rôle social et, pour éviter leur instrumentalisation, de chercher des formules décisionnelles plus paritaires avec les pouvoirs publics.

Pour Mustapha Poyraz, qui signe l'article « Les animateurs de quartiers : entre l'éducation populaire et la régulation sociale », l'animation socioculturelle s'éloigne progressivement de ses repères initiaux en se spécialisant et en s'institutionnalisant, malgré le discours des animateurs

qui revendiquent toujours leur attachement aux valeurs fondatrices du métier. Des entretiens réalisés auprès de professionnels œuvrant en banlieue de Paris nous renseignent sur ce qu'il reste de l'éducation populaire dans l'identité professionnelle des animateurs et jusqu'à quel point ils doivent composer avec les principes de l'éducation populaire et les exigences des institutions et des élus.

Janik Bastien-Charlebois revisite dans son article « Réanimer l'action culturelle: un souffle nouveau à trouver dans des actions culturelles autonomes » le concept d'action culturelle. Elle considère que les écueils de la démocratisation culturelle n'ont pas épuisé les possibilités d'engagement de l'animation dans cette voie. Pour valider ce postulat, l'auteure propose une réflexion théorique mettant en contraste les finalités et les modalités de l'animation, puis les définitions et la portée de l'action culturelle. Elle estime nécessaire, dans ce redéploiement conceptuel d'envisager l'existence d'actions culturelles autonomes.

La section EXPÉRIENCES contient trois textes. Le premier, intitulé « De l'apprentissage solidaire au développement durable des acteurs de la formation initiale à travers un projet collaboratif », d'Emilia Munteanu, relate la réalisation d'un projet d'une École francophone d'été pour des jeunes de 7 à 22 ans provenant de onze écoles en Roumanie. À partir d'échanges électroniques entre étudiants roumains et belges, une équipe de jeunes francophones s'est constituée pour élaborer un programme de formation et d'activités. Entre autres acquis observés, l'auteure souligne l'apprentissage de la solidarité et un plus grand respect de l'environnement.

Dans leur texte intitulé « Co-construire avec des associations algériennes et françaises de projets éthiques pour et avec la jeunesse. Pour quelle société démocratique ? », Jean-Luc Benguigui et Ramon Ortiz de Urbano considèrent que le meilleur moyen de transmettre les principes liés à l'éthique, à la citoyenneté et à rencontre interculturelle consiste à associer des jeunes pairs-éducateurs. Ils en ont pour preuve la dynamique instaurée dans le cadre d'une expérience de co-construction de projets de formation et d'action portés par l'association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux et l'association Santé Sidi El Houari d'Oran.

Dans la section hors-thème, Anithe de Carvalho défend la thèse, dans son essai « La fin du mythe de l'art underground anti-institutionnel : l'utopie de la démocratie culturelle et l'environnement labyrinthe », que l'underground artistique des années 1970 a été récupéré par l'establishment sous couvert de démocratie culturelle. Au lendemain de la crise d'Octobre, la mise en place de programmes comme Perspectives Jeunesse, Initiatives locales et Explorations a permis de financer des projets comme Vive la rue Saint-Denis ! n'avaient d'autres fins, selon l'auteure, que d'intégrer au système socioéconomique une jeunesse contre-culturelle, indépendantiste (au Québec), marxiste et au chômage.

Enfin, deux parutions récentes font l'objet d'un commentaire signé par Jean-Pierre Augustin dans la section NOTES DE LECTURES. Il s'agit des ouvrages de Jacques Ion, S'engager dans une société d'individus (Armand Colin, Paris, 2012) et de Régis Cortesero (dir.), La banlieue change ! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires (Le Bord de L'eau, Lormont, 2012).

Bonne lecture!